

Ce montant sera versé au compte suivant:

OEPP / Eppo

Banque : LCL

Adresse : 20, boulevard Malesherbes

F-75008 PARIS.

RIB: 30002 00443 0000006193S 45

SWIFT: CRLYFRPP

IBAN: FR81 3000 2004 4300 0000 6193 S45.

Reference: Belgium 2019 contribution.

Art. 2. Conformément à l'article 123 de la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'Etat fédéral, la partie de la contribution obligatoire non utilisée dans le cadre du projet mentionné ci-dessus sera remboursée par l'OEPP (Organisation européenne et méditerranéenne pour la protection des plantes) au service financier du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, au compte IBAN BE42 6792 0059 1754 ouvert auprès de la Banque de la Poste (BIC/SWIFT : PCHQBEBB) au nom de « recettes diverses ».

Art. 3. La déclaration de créance doit être signée et envoyée à l'adresse de facturation centrale du SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, à savoir :

Service Budget et Contrôle de la Gestion

Eurostation, bloc 2

Place Victor Horta 40, bte 10

1060 Bruxelles.

Art. 4. Le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions et le ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 7 avril 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de la Santé publique,

M. DE BLOCK

Le Ministre de l'Agriculture,

D. DUCARME

Dit bedrag zal gestort worden op het volgende rekeningnummer:

OEPP / Eppo

Bank: LCL

Adres: 20, boulevard Malesherbes

F-75008 PARIS.

RIB: 30002 00443 0000006193S 45

SWIFT: CRLYFRPP

IBAN: FR81 3000 2004 4300 0000 6193 S45.

Reference: Belgium 2019 contribution.

Art. 2. Overeenkomstig artikel 123 van de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat, zal het in het kader van het hierboven vermelde project niet benutte gedeelte van de verplichte bijdrage door de EPPO (European and mediterranean plant protection organization) worden terugbetaald aan de financiële dienst van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu, op de IBAN rekening BE42 6792 0059 1754 geopend bij de Bank van de Post (BIC/SWIFT: PCHQBEBB) op naam van "diverse ontvangsten".

Art. 3. De schuldverklaring moet worden ondertekend en opgestuurd naar het centrale facturatieadres van de FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu, zijnde :

Stafdienst Budget en Beheerscontrole

Eurostation, blok 2

Victor Hortaplein 40, bus 10

1060 Brussel.

Art. 4. De minister bevoegd voor Volksgezondheid en de minister bevoegd voor Landbouw zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 7 april 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid,

M. DE BLOCK

De Minister van Landbouw,

D. DUCARME

**SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT**

[C - 2019/12881]

23 MAI 2019. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 23 avril 2014 fixant les critères généraux d'agrément des médecins spécialistes, des maîtres de stage et des services de stage

La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,

Vu la loi relative à l'exercice des professions des soins de santé, coordonnée le 10 mai 2015, l'article 88, alinéa 1^{er} ;

Vu l'arrêté royal du 21 avril 1983 fixant les modalités de l'agrément des médecins spécialistes et des médecins généralistes, l'article 3, alinéa 2 ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 avril 2014 fixant les critères généraux d'agrément des médecins spécialistes, des maîtres de stage et des services de stage ;

Vu les avis du Conseil supérieur des Médecins spécialistes et des Médecins généralistes, donnés le 14 décembre 2017 et le 25 octobre 2018 ;

Vu l'avis de l'inspecteur des finances, donné le 7 février 2019 ;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU**

[C - 2019/12881]

23 MEI 2019. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 23 april 2014 tot vaststelling van de algemene criteria voor de erkenning van geneesheer-specialisten, stagemesters en stagediensten

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,

Gelet op de wet betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen, gecoördineerd op 10 mei 2015, artikel 88, eerste lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 april 1983 tot vaststelling van de nadere regelen voor erkenning van artsen-specialisten en van huisartsen, artikel 3, tweede lid;

Gelet op het ministerieel besluit van 23 april 2014 tot vaststelling van de algemene criteria voor de erkenning van geneesheer-specialisten, stagemesters en stagediensten;

Gelet op de adviezen van de Hoge Raad van artsen-specialisten en van huisartsen, gegeven op 14 december 2017 en op 25 oktober 2018;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 7 februari 2019;

Vu l'avis n° 65.657/2 du Conseil d'État, donné le 9 avril 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 8 de l'arrêté ministériel du 23 avril 2014 fixant les critères généraux d'agrément des médecins spécialistes, des maîtres de stage et des services de stage, modifié par l'arrêté du 13 septembre 2016, est remplacé comme suit :

« § 1^{er}. L'un des maîtres de stage attachés aux services de stage visés à l'article 7 fait fonction de maître de stage coordinateur en concertation avec le candidat spécialiste.

Pendant le stage, le maître de stage coordinateur peut être remplacé en concertation avec le candidat spécialiste et moyennant l'approbation du ministre qui a la santé publique dans ses attributions.

§ 2. Le maître de stage coordinateur a des qualités didactiques, cliniques et organisationnelles, est agréé dans la spécialité dans laquelle le candidat spécialiste souhaite être agréé au terme de sa formation et mène une activité clinique démontrable dans la spécialité.

Il mène une activité scientifique clinique qu'il peut documenter.

Il a un lien fonctionnel avec une faculté de médecine proposant un programme complet.

Il peut être lié à un service de stage extrahospitalier agréé, tel que visé à l'article 12/1, ou à un service de stage agréé d'un hôpital général ou psychiatrique.

§ 3. Le maître de stage coordinateur établit un programme de formation cohérent en concertation avec les autres maîtres de stage.

Il définit le « package » de formation théorique en concertation avec les autres maîtres de stage.

Il organise une concertation périodique avec les maîtres de stage au sujet de la spécialité dans laquelle le candidat spécialiste souhaite être agréé au terme de sa formation. Cette concertation englobe entre autres les aspects de qualité de la formation et l'évaluation des stages.

Il accompagne le candidat spécialiste dans la rédaction de son plan de stage et coordonne l'ensemble de la formation.

Il veille, en concertation avec les maîtres de stage et le candidat spécialiste, à ce que les objectifs finaux soient périodiquement atteints à un degré suffisant et évalués dans le cadre d'une autonomie croissante du candidat, avec suffisamment d'attention pour les phases de transition. Si cette évaluation présente des lacunes, il définit un trajet d'amélioration en concertation avec les maîtres de stage et le candidat spécialiste.

Le maître de stage coordinateur et le candidat spécialiste concluent une convention précisant au minimum les obligations de chacun.

§ 4. Les autres maîtres de stage veillent à la cohérence et à la qualité de la totalité de la formation pendant la période de stage dans le service de stage auxquels ils sont attachés. ».

Art. 2. Dans le même arrêté, il est inséré un article 12/1, rédigé comme suit :

« Art. 12/1. § 1^{er}. Le candidat spécialiste peut accomplir maximum 12 mois de stage dans le cadre d'un service de stage agréé en dehors du milieu hospitalier, dénommé ci-après « stage extrahospitalier », afin d'acquérir certaines compétences spécifiques qui peuvent mieux être acquises en dehors d'un hôpital.

§ 2. Le candidat spécialiste peut accomplir une partie de son stage dans le cadre d'un stage extrahospitalier à condition :

1° qu'un maître de stage agréé lié au service de stage extrahospitalier agréé soit responsable de la formation du candidat spécialiste ;

2° que le maître de stage agréé ait une activité minimale de 6 demi-jours par semaine au sein du service de stage extrahospitalier ;

3° que le maître de stage agréé du service de stage extrahospitalier soit agréé depuis au moins 3 ans en tant que médecin spécialisé dans la discipline médicale exercée au sein du service de stage.

À partir du 1^{er} janvier 2024, le maître de stage visé à l'alinéa précédent devra être agréé depuis au moins 5 ans en tant que médecin spécialisé dans la discipline médicale exercée au sein du service de stage ;

Gelet op advies nr. 65.657/2 van de Raad van State, gegeven op 9 april 2019, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 8 van het ministerieel besluit van 23 april 2014 tot vaststelling van de algemene criteria voor de erkenning van geneesheer-specialisten, stagemeeesters en stagediensten, gewijzigd bij het besluit van 13 september 2016, wordt vervangen als volgt:

« § 1. Van de aan in artikel 7 bedoelde stagediensten verbonden stagemeeesters treedt, in overleg met de kandidaat-specialist, één stagemeeester op als coördinerend stagemeeester.

Tijdens de stage kan de coördinerend stagemeeester wijzigen in overleg met de kandidaat-specialist en mits toestemming van de minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort.

§ 2. De coördinerend stagemeeester heeft didactische, klinische en organisatorische vaardigheden, is erkend in het specialisme waarvoor de kandidaat-specialist na zijn opleiding wenst te worden erkend en heeft een aantoonbare klinische activiteit in het specialisme.

Hij voert klinische wetenschappelijke activiteit uit, die hij kan documenteren.

Hij heeft een functionele band met een faculteit geneeskunde met een volledig leerplan.

Hij kan verbonden zijn aan een erkende extramurale stagedienst, zoals bedoeld in artikel 12/1, of aan een erkende stagedienst van een algemeen of psychiatisch ziekenhuis.

§ 3. De coördinerend stagemeeester stelt een coherent opleidingsprogramma samen in overleg met de andere stagemeeesters.

Hij stelt het theoretische vormingspakket samen in overleg met de andere stagemeeesters.

Hij organiseert een periodiek overleg met de stagemeeesters met betrekking tot het specialisme waarvoor de kandidaat-specialist na zijn opleiding wenst te worden erkend. Dit overleg omvat onder andere de kwaliteitsaspecten van de vorming en de evaluatie van de stages.

Hij begeleidt de kandidaat-specialist bij het opstellen van zijn stageplan en coördineert de volledige opleiding.

Hij ziet er op toe, in overleg met de stagemeeesters en de kandidaat-specialist, dat periodiek in voldoende mate de eindtermen worden gehaald en geëvalueerd in het kader van een toenemende autonomie van de kandidaat, met voldoende aandacht voor de transitiefases. Hij stelt in overleg met de stagemeeesters en de kandidaat-specialist een verbetertraject op indien deze evaluatie gebreken aantoonde.

De coördinerend stagemeeester en de kandidaat-specialist sluiten een overeenkomst waarin minstens de wederzijdse verplichtingen zijn opgenomen.

§ 4. De andere stagemeeesters bewaken de coherentie en de kwaliteit van de totale opleiding gedurende de stageperiode binnen de stagedienst waaraan ze zijn verbonden. ».

Art. 2. In hetzelfde besluit, wordt een artikel 12/1 ingevoegd luidende:

“Art. 12/1. § 1. De kandidaat-specialist kan maximum 12 maanden van de stage verrichten in het kader van een erkende stagedienst buiten een ziekenhuis, hierna te noemen extramurale stage, teneinde bepaalde specifieke vaardigheden te verwerven die beter kunnen worden verworven buiten een ziekenhuis.

§ 2. De kandidaat-specialist kan een gedeelte van zijn stage in het kader van een extramurale stage verrichten op voorwaarde dat:

1° een erkend stagemeeester verbonden aan de erkende extramurale stagedienst verantwoordelijk is voor de opleiding van de kandidaat-specialist;

2° de erkend stagemeeester een minimumactiviteit van 6 halve dagen per week in de extramurale stagedienst heeft;

3° de erkend stagemeeester van de extramurale stagedienst minstens 3 jaar erkend is als arts gespecialiseerd in de medische discipline die in de stagedienst wordt beoefend.

Vanaf 1 januari 2024 is de stagemeeester bedoeld in het vorige lid minstens 5 jaar erkend als arts gespecialiseerd in de medische discipline die in de stagedienst wordt beoefend;

4° que le service de stage dispose, d'une part, d'un système de politique de qualité et de sécurité suffisamment abouti et, d'autre part, d'une offre de pathologies diverses suffisamment étendue pour fournir au candidat une expérience et une expertise les plus larges possibles sur le plan tant diagnostique que thérapeutique dans la spécialité médicale ;

5° que le maître de stage, par dérogation à l'article 18, § 3, fasse intervenir le candidat dans le système de permanence médicale d'un hôpital voisin et veille à ce que celui-ci assure la continuité des soins. ».

Bruxelles, le 23 mai 2019.

M. DE BLOCK

4° de stagedienst beschikt over een voldoende uitgebouwd systeem-breed kwaliteits- en veiligheidsbeleid enerzijds alsook over een voldoende omvangrijk en divers pathologie-aanbod anderzijds om de kandidaat een zo ruim mogelijke ervaring en expertise op zowel diagnostisch als therapeutisch vlak te verschaffen binnen het medische specialisme;

5° de stagemester de kandidaat, in afwijking van artikel 18, § 3, inschakelt in het systeem van medische permanentie in een nabijgelegen ziekenhuis en erop toeziet dat de kandidaat de zorgcontinuïteit verzekert.”.

Brussel, 23 mei 2019.

M. DE BLOCK

**AGENCE FEDERALE
POUR LA SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE**

[C – 2019/41151]

22 MAI 2019. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 26 septembre 2018 portant des mesures d'urgence concernant la lutte contre la peste porcine africaine

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux, article 9bis, introduit par la loi du 27 décembre 2005;

Vu l'arrêté ministériel du 26 septembre 2018 portant des mesures d'urgence concernant la lutte contre la peste porcine africaine;

Vu l'avis de l'inspecteur des Finances, donné le 1^{er} avril 2019;

Vu la concertation entre les gouvernements des régionaux et les autorités fédérales du 1^{er} avril 2019;

Vu l'avis rapide du Comité scientifique de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire, donné le 26 avril 2019;

Vu les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, article 3, § 1^{er};

Vu l'urgence;

Considérant la certitude de l'absence de peste porcine africaine chez les porcs domestiques en Belgique, une adaptation des mesures d'urgence est requise en urgence,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er}, § 1^{er} de l'arrêté ministériel du 26 septembre 2018 portant des mesures d'urgence concernant la lutte contre la peste porcine africaine est complété au moyen d'une disposition sous un point 3., formulée comme suit :

« 3. Arrêté royal du 10 juin 2014 relatif aux conditions pour le transport, le rassemblement et le commerce d'animaux agricoles. ».

Art. 2. L'article 11 du même arrêté est complété au moyen d'un alinéa, formulé comme suit :

« En dérogation à l'alinéa 1^{er}, le rassemblement de porcs de boucherie est autorisé dans un centre de rassemblement agréé de classe 2. ».

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 22 mai 2019.

D. DUCARME

**FEDERAAL AGENTSCHAP
VOOR DE VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN**

[C – 2019/41151]

22 MEI 2019. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 26 september 2018 houdende dringende maatregelen betreffende de bestrijding van de Afrikaanse varkenspest

De Minister van Landbouw,

Gelet op de diergezondheidswet van 24 maart 1987, artikel 9bis, ingevoegd bij de wet van 27 december 2005;

Gelet op het ministerieel besluit van 26 september 2018 houdende dringende maatregelen betreffende de bestrijding van de Afrikaanse varkenspest;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 1 april 2019;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de Federale Overheid van 1 april 2019;

Gelet op het sneladvies van het Wetenschappelijk Comité van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen, gegeven op 26 april 2019;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat er zekerheid is over de afwezigheid van Afrikaanse varkenspest bij gedomesticeerde varkens in België is het dringend noodzakelijk de noodmaatregelen aan te passen,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1, § 1, van het ministerieel besluit van 26 september 2018 houdende dringende maatregelen betreffende de bestrijding van de Afrikaanse varkenspest wordt aangevuld met de bepaling onder 3., luidende:

“3. Van het koninklijk besluit van 10 juni 2014 betreffende de voorwaarden voor het vervoer, het verzamelen en het verhandelen van landbouwhuisdieren.”

Art. 2. Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een lid, luidende:

“In uitzondering op lid 1 is het verzamelen van slachtvarkens op een erkend verzamelcentrum klasse 2 toegelaten.”

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 22 mei 2019.

D. DUCARME